

Moyen-Orient, Gaza : l'urgence absolue de la paix

Après plus de quatre mois d'une guerre dramatique, dévastatrice à Gaza, qui a causé la mort de plus de 30 000 personnes, principalement des civils – 1.200 Israéliens et plus de 29.000 Palestiniens à ce jour -, qui a détruit plus de 80 % de son tissu urbain y compris hôpitaux, écoles, universités, bâtiments des Nations-Unies, lieux de culte et sites du patrimoine culturel (certains inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO), et obligé près de 2 millions de ses habitants à quitter leurs foyers, l'impasse demeure totale. Le désastre humanitaire s'accroît de jour en jour sous les yeux de la « communauté internationale ». Une nouvelle étape tragique se profile : le gouvernement d'Israël veut pousser à l'exil forcé les 2 millions de Gazaouis afin d'aller vers la réalisation du « grand Israël ».

En outre, il apparaît des risques de plus en plus grands d'extension des hostilités au Liban, à la Syrie, à l'Irak, ou au Yémen et l'implication directe ou indirecte de puissances militaires extérieures à la région, dont, en premier lieu, les Etats-Unis dont le budget militaire correspond à lui seul à près de la moitié des dépenses mondiales.

Une guerre dont les principaux perdants seraient les populations civiles qui verraient, en plus de pertes humaines incommensurables, leur niveau de vie péricliter et qui subiraient de plein fouet la détérioration des conditions environnementales et l'aggravation du dérèglement climatique qui en résulteraient.

Les manifestations pour le cessez le feu immédiat ne faiblissent pas dans nombre de villes de par le monde, y compris en Israël même, où la population conteste de plus en plus le gouvernement Netanyahu. Mais les voix de la paix y sont réprimées, y compris dans le monde académique où des collègues et étudiants sont réduits au silence ou persécutés. La FMTS soutient ces expressions courageuses.

Dans le cas de la guerre en cours sur Gaza, et du conflit israélo-palestinien plus généralement, la FMTS appelle à la cessation immédiate de toutes les opérations militaires, à la protection des populations contre « le risque sérieux de génocide ». Ce sont les termes de la Cour internationale de justice (CIJ). La paix dans cette région du monde ne peut être obtenue que par la justice et la sécurité, c'est-à-dire par la fin de la colonisation que subit le peuple de Palestine et par application par toutes les parties concernées des résolutions des Nations-Unies, dont la résolution 242, du 22 novembre 1967.

La décision prise par la majorité des 17 juges siégeant à La Haye de la CIJ est contraignante. Elle stipule qu'Israël doit prendre « toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide ». Cette décision est placée sous la responsabilité de la communauté internationale.

Cette décision, ainsi que la saisine de la CIJ par l'Afrique du Sud, sont historiques : même si les anciennes puissances coloniales tentent toujours de préserver leur emprise, ces deux faits témoignent d'un monde où les cartes sont redistribuées et de nouveaux pays, notamment du Sud global, occupent le devant de la scène. Le monde bipolaire hérité de la guerre froide est en train de changer. Par conséquent, nous espérons que les conditions mondiales permettront à l'ONU d'effectivement contraindre à la création d'un véritable État Palestinien aux côtés de l'État d'Israël, seule solution pour une sécurité et une paix durable.

Il est urgent de remettre en avant notre conception et notre pratique des rapports humains et des relations internationales basés sur le dialogue et la coopération en vue de réalisations communes. Le monde scientifique, par sa longue tradition dans ce sens, peut et doit être à l'avant-garde.

FMTS, Paris, le 19 février 2024

Middle-East, Gaza: Peace is a matter of the utmost urgency

After more than four months of a tragic, devastating war in Gaza, whose result, so far, is the death of more than 30.000 people, mainly civilians –1.200 Israelis and more than 29.000 Palestinians -, the destruction of more than 80% of the Gazan urban structures, including hospitals, schools, UN buildings, places of worship and cultural heritage sites (some of them included in the UNESCO World Heritage List) and the forced displacement of almost 2 million of Gaza's inhabitants, the situation still remains totally deadlocked. Day by day, the humanitarian disaster unfolding before the eyes of the "international community" is deepening. A new tragic step is looming: the Israeli government is on the brink of forcing the two millions of Gazans into exile, in order to proceed to the realization of its plan: the "Greater Israel".

Furthermore, there is a growing risk that hostilities spread in Lebanon, Syria, Iraq, and Yemen, and a risk of direct or indirect involvement of military powers external to the region, first and foremost the USA, whose military budget amounts to roughly half the expenses worldwide.

In this war, it is the civilians who will suffer the biggest loss. In addition to the incommensurable human losses, they will experience collapsing standard of living, and will be hit head-on by the deterioration of their environmental conditions and the resulting aggravation of climate disruption.

Powerful demonstrations demanding an immediate ceasefire are taking place in numerous cities all over the world, including Israel, where the population expresses its growing opposition to the Netanyahu government. Yet the voices of peace face repression, including in academia where colleagues and students are silenced or persecuted. The World Federation of Scientific Workers, WFSW, supports all of these courageous voices.

Concerning the current Gaza war, as well as the Israel-Palestine conflict in general, WFSW calls to an immediate ceasefire, the protection of the population against the "serious genocide risk" (according to the IJC words). Peace in this region cannot be reached without justice and security, namely end of the colonialism affecting the Palestinian people and implementation, on behalf of all the involved parties, of the UN resolutions, including the resolution n°242 issued November 22, 1967.

The decision reached by the majority of the 17 judges sitting on the IJC in La Haye is compulsory. It stipulates that Israel should take "all measures in its power to prevent and punish direct and public incitement to commit genocide". This decision lies under the responsibility of the "international community".

This decision, as well as the fact that it was South Africa that took the case to the IJC, is historic: even though the former colonial powers are always trying to maintain their grip, these two facts shed light on a world where a new deal is on the brink to emerge and new countries, mainly of the Global South, step on stage. The two-poles-world, inheritance of the Cold War, is changing. Therefore, we are hopeful that the UN will take advantage of the situation in order to effectively compel the establishment of an actual Palestinian state, next to the state of Israel. This is the only solution that aims to long-lasting peace and security.

It is high time to promote our view and practice of human relations and international relations based on dialogue and cooperation aiming at common achievements. Thanks to its long-lasting tradition, the scientific community can and should pioneer such a route.

WFSW, Paris, February 19th, 2024